

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Période du 2 au 6 juin 2025

Fait marquant

La baisse des prix de l'énergie doit être la priorité de la stratégie industrielle qui sera présentée dans les prochains jours, selon la *Confederation of British Industry* et *Make UK*

Rain Newton-Smith, Directrice générale de la fédération d'entreprises *Confederation of British Industry (CBI)*, a indiqué au *Financial Times* en amont de la publication de la stratégie industrielle du gouvernement, attendue dans les prochains jours, que la baisse des prix de l'énergie constituait une priorité absolue pour les entreprises industrielles. Selon elle, la stratégie industrielle « échouera si elle ne fait pas baisser les prix de l'énergie ».

Make UK, fédération de l'industrie manufacturière, a [publié](#) en parallèle un rapport appelant le gouvernement à « agir [dans le cadre de la stratégie industrielle] pour réduire les prix stratosphériques de l'énergie pour l'industrie ». Selon le rapport, les prix de l'énergie pour les clients industriels sont 46 % plus élevés que la moyenne mondiale et quatre fois plus élevés qu'aux États-Unis. *Make UK* appelle notamment à mettre en place un mécanisme de garantie des prix pour les consommateurs industriels et à supprimer certaines taxes et redevances sur l'électricité (notamment lorsqu'il s'agit d'électricité bas-carbone).

Energie-climat

Le démantèlement de Sellafield en retard

Le Public Accounts Committee (PAC), en charge de contrôler l'utilisation de l'argent public, a publié le 4 juin un [rapport](#) sur les coûts économiques, sécuritaires et environnementaux causés par le retard du démantèlement du site nucléaire de Sellafield. Le financement du démantèlement s'élève à 136 Md£ et le silo de stockage Magnox Swarf (MSSS) y est décrit comme « l'infrastructure la plus dangereuse du Royaume-Uni », ayant relâché l'équivalent d'une piscine olympique d'eaux contaminées dans le sol tous les trois ans depuis la dernière évaluation en 2018.

Malgré des améliorations dans la gestion du site, ces fuites pourraient durer jusqu'à la fin de la décennie 2050, soit 13 ans plus tard que prévu. Le rapport met notamment en cause une gestion court-termiste des actifs, le manque de suivi des objectifs et le retard dans la construction de l'infrastructure de stockage géologique.

L'installation de panneaux solaires sur les toits de nouveaux bâtiments sera rendue obligatoire dans le cadre du *Future Home Standards*

Le ministre de la sécurité énergétique et de la neutralité carbone, Ed Miliband, a annoncé que la prochaine réglementation thermique des bâtiments neufs (*Future Home Standards*), attendue pour cet automne, comprendra une obligation d'installation de panneaux solaires. Les exceptions à cette nouvelle règle seront limitées à des cas très particuliers (par exemple si le bâtiment en question n'est pas exposé au soleil). Au total, 90 % des nouveaux bâtiments devraient être concernés. Cette nouvelle réglementation sera annoncée à l'automne et entrera en vigueur ultérieurement après une période de transition.

Ed Miliband souhaite que les panneaux solaires deviennent « presque universels ». Par ailleurs, il ne s'attend pas à une hausse des coûts des nouveaux bâtiments en conséquence, estimant que les promoteurs avaient déjà l'habitude d'intégrer des panneaux solaires aux toitures.

La Chambre des Lords émet des doutes sur la stratégie de décarbonation du système électrique du gouvernement

Dans un rapport de la commission de l'industrie et des régulateurs, la Chambre des Lords doute que le gouvernement parvienne à décarboner 95 % du système électrique d'ici 2030 compte tenu de l'ampleur des défis en termes de planification et de la performance historique du Royaume-Uni pour livrer des infrastructures majeures. La commission recommande en conséquence au gouvernement qu'il définisse et mette à jour tous les 6 mois des indicateurs de progrès vers l'atteinte de cet objectif.

La commission prend par ailleurs parti pour une réforme des marchés de l'électricité instituant des « prix régionaux », qui devra être prévoir des mesures d'accompagnement pour les producteurs et grands consommateurs qui ne pourront pas répondre aux nouveaux « signaux-prix ». La commission salue en fin les évolutions de la

gouvernance du système électrique (mandat élargi de l'Ofgem, création du National Energy System Operator) et la réforme visant à prioriser les raccordements au réseau des projets les plus avancés.

Environnement

Un groupe d'experts appelle à une refonte profonde du secteur de l'eau

La Commission sur l'eau, instituée par le gouvernement en octobre dernier pour identifier des solutions à la crise que traverse le secteur de l'eau, a publié les [résultats intermédiaires](#) de son enquête. Les recommandations finales seront publiées cet été.

Le rapport souligne la nécessité de changements profonds et structurels pour faire face à des problématiques aussi complexes et systémiques que la pollution, des infrastructures vieillissantes, les risques climatiques, ou encore le manque d'investissements. Ce premier rapport identifie cinq aspects cruciaux à repenser : (i) stratégie et planification, (ii) cadre législatif, (iii) réforme de la réglementation, (iv) statut et gouvernance des entreprises, (v) état des infrastructures des actifs.

KKR retire les 4 Md£ annoncés pour sauver Thames Water

Le fonds américain KKR a retiré le 3 juin son plan de sauvetage de 4 Md£ à destination de Thames Water, la principale compagnie de distribution et de traitement de l'eau du Royaume-Uni, approvisionnant 16 millions de personnes. L'entreprise est endettée à hauteur d'environ 19 Md£ et fait face à des défis majeurs de gestion des fuites, des eaux usées et des infrastructures vieillissantes. Le retrait de KKR ravive les débats sur les possibilités d'une nationalisation temporaire ou définitive de l'entreprise.

Cette annonce survient quelques jours seulement après que Thames Water a été condamnée à une amende de 120 M£ pour des entorses dans ses opérations d'assainissement et de versements aux actionnaires.

Un nouveau rapport sur la gouvernance du milieu marin

L'Environmental Audit Committee - la commission parlementaire en charge d'évaluer l'impact des politiques publiques sur l'environnement - a publié le 5 juin un [rapport](#) sur la gouvernance de l'écosystème marin.

Ce rapport paraît alors qu'une enquête menée par l'Office for Environmental Protection est en cours pour juger d'un éventuel manquement du Ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et

des Affaires rurales (Defra) à la protection du milieu marin. L'objectif national est que 30% des eaux britanniques soient protégées d'ici 2030.

Le rapport en appelle à une approche concertée pour protéger les écosystèmes marins tout en soutenant une croissance économique durable (concernant l'expansion des infrastructures offshore notamment), à mettre à jour les textes de protection actuels à la lumière des nouveaux enjeux et priorités (Marine Policy Statement, Marine Spatial Prioritisation Programme), à bannir les pratiques endommageant les fonds marins dans les zones marines protégées (dragage, chalut, extraction de granulats) ainsi qu'à soutenir les efforts de suivi et d'évaluation (dans la zone protégée de Lyme Bay notamment).

Transports

Le gouvernement annonce 15,6 Md£ de financements publics pour des projets de transport urbain

En amont de la présentation le 11 juin de sa programmation budgétaire pluriannuelle (« *spending review* »), le gouvernement s'est engagé à financer à hauteur de 15,6 Md£ des projets de transport public urbain, notamment de nouvelles infrastructures de tramway, de bus et de chemin de fer dans toute l'Angleterre. Selon la Chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves, il s'agit de l'investissement « le plus important jamais réalisé » dans les réseaux de transport local des régions urbaines. Ce financement doit notamment soutenir un projet d'extension du métro de Birmingham (2,4 Md£) ainsi que des projets dans le Grand Manchester à hauteur de 2,5 Md£, parmi lesquels un réseau de bus et tramways 100% zéro émission d'ici 2030. Selon le HM Treasury, ces financements « permettront de plus que doubler les dépenses d'investissement en termes réels pour les transports locaux dans les régions urbaines hors-Londres d'ici 2029/30 par rapport à 2024/25 ».

Un rapport relève l'accès inégal aux véhicules électriques

Un [rapport](#) de Cornwall Insight souligne que la progression du marché des véhicules électriques au Royaume-Uni (leader des ventes en la matière début 2025) se fait aux dépens de la justice sociale. A l'achat, un véhicule électrique coûte environ 40% plus cher qu'un véhicule thermique. Les inégalités sociales sont également déterminantes concernant le rechargement, sachant que 75% des habitations en bord de route ne possèdent pas d'espace pour installer une borne de recharge à leur domicile. Ces ménages dépendent donc des bornes publiques, qui coûtent plus cher à hauteur de 1500£ par an.

Le rapport met en avant des solutions telles que des subventions ciblées, l'accélération du déploiement des infrastructures de

Industrie

L'industrie sidérurgique britannique s'inquiète de l'incertitude entourant l'accord commercial entre le Royaume-Uni et les États-Unis

UK Steel, fédération des entreprises de l'industrie sidérurgique, a appelé le gouvernement à mettre en œuvre le plus rapidement possible l'accord commercial entre le R-U et les États-Unis (« Economic Prosperity deal ») du 8 mai, dont les détails ne sont pas connus mais qui prévoit une exemption totale de droits de douane pour l'acier en provenance du Royaume-Uni. Si le R-U a été exempté de l'augmentation à 50% des droits de douane sur l'acier, l'accord commercial entre le R-U et les États-Unis n'a pas encore été mis en œuvre et aucune date n'a été communiquée. Les droits de douane sur l'acier exporté du R-U vers les États-Unis sont donc encore de 25%, mais le président des États-Unis a laissé entendre qu'il se réservait la possibilité de les porter à 50% après le 9 juillet si le R-U « ne respectait pas certains aspects » de l'accord.

Par ailleurs, Tata Steel, plus grand producteur d'acier britannique, a fait part de sa crainte de ne pas pouvoir bénéficier de l'exemption prévue par l'accord commercial avec les États-Unis du fait des conditions dont il devrait être assorti en termes de sécurité économique et de sourcing des approvisionnements. Les hauts fourneaux de Tata Steel ont été fermés et seront remplacés par des fours à arc électrique qui seront opérationnels à horizon 2027. Dans l'attente de l'ouverture des fours à arc électrique, la production britannique de Tata Steel s'appuie sur des importations d'acier, ce qui pourrait rendre l'acier transformé exporté vers les États-Unis inéligible à une exemption. Tata Steel exporte environ 150 M€ d'acier/an vers les États-Unis.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), Apolline Delagrangé, revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr